

Presse « papier »

1,1 milliard d'euros, soit autant que celui de la tomate, et qui touche 875 millions d'euros de subventions par an", a rappelé le conseiller.

L'aquaculture pourrait-elle contribuer à une pêche plus responsable ? "Le problème c'est que le poisson mange du poisson", fait-il remarquer précisant qu'il faut 2,5 kilos de poissons sauvages pour faire un kilo de chair de poisson d'élevage.



«Nous ne produisons plus que 15 % des poissons que nous consommons»

Eliane

Patriarca

9

June

2011

Libération

Interview Pour le spécialiste Stéphan Beaucher, la politique commune de pêche est à repenser intégralement :

Le couperet tombera cette année le 13 juin.

Lundi, donc, la France arrivera à court de poissons pêchés par ses bateaux dans les eaux européennes et commencera à consommer du poisson venu des côtes africaines, du Pacifique ou simplement importé de Chine ou de Norvège. Depuis que cet indicateur - le Fish Dependence Day - a été forgé (1), en 2000, la date arrive de plus en plus tôt dans l'année : près d'un mois plus tôt en dix ans. Signe que les stocks de poissons sont surexploités et s'effondrent, que les océans se désertifient, avertit **Océan2012**, une coalition européenne regroupant une centaine d'organisations qui luttent contre la surpêche.

Consultant en pêcheries, conseiller politique pour **Océan2012** et auteur de Plus un poisson d'ici 30 ans ? (2) Stéphan Beaucher explique en quoi la réforme de la politique commune de la pêche (PCP), prévue l'année prochaine pour une entrée en vigueur le 1er janvier 2013, peut être l'occasion d'inverser la tendance et de mettre un terme aux pratiques de pêche destructrices. Histoire de sauver poissons et pêcheurs en préservant les écosystèmes marins et l'industrie de la pêche.

Où en sont les stocks de poissons de l'Union européenne ?

72% de ceux qui ont été expertisés sont en limite maximale d'exploitation, dont 20% en cours d'effondrement ou déjà effondrés. La surpêche se traduit aussi par la diminution de la taille des prises. En 1900, on pêchait des morues qui avaient dix ans et mesuraient 1,50 mètre ; aujourd'hui, elles ont 2 ans et mesurent 45 cm. Et comme on ne trouve plus de poissons en surface, on va chercher d'autres espèces, dans les profondeurs par exemple, plus vulnérables.

Les quotas fixés par la politique commune de la pêche ne suffisent-ils pas ?

Les quotas [c'est-à-dire les droits de pêche accordés pour un an pour une espèce et une zone données, ndlr] sont le seul mode de gestion inventé par la Commission européenne depuis la création de la PCP, en 1982. Or, ce concept n'est plus adapté à l'état des stocks halieutiques. C'est une approche à courte vue. Il faut au contraire raisonner en termes d'écosystème, car le fait de surpêcher dans une zone a un impact sur d'autres stocks de poissons. L'impact d'une mauvaise gestion touche non seulement les communautés de pêche au sein de l'Union européenne, mais aussi celles de pays extérieurs pour lesquels les poissons constituent la source principale de nourriture et de revenu.

Que

proposez-vous

?

La politique commune de la pêche a toujours privilégié dans ses arbitrages les critères économiques et sociaux pour préserver la filière. Avec des résultats désastreux : la pêche française a ainsi perdu 40 000 emplois depuis 1950. Au niveau européen, 4% des emplois ont disparu depuis 1995. Il faut inverser la tendance : le critère environnemental - la préservation de la ressource - doit prévaloir. Car sans poissons, il n'y a plus de pêcheurs :

c'est l'évidence qu'on a niée depuis des années.

Mais, concrètement, quels outils proposez-vous à Bruxelles ?

Il faut d'abord déterminer scientifiquement les ressources de poissons disponibles pour savoir quelles quantités on peut pêcher, et les respecter. Pour 2010, les quotas étaient encore fixés en moyenne à 34% au-dessus des recommandations scientifiques. Il faut aussi instaurer de nouvelles règles d'accès à la ressource afin de s'orienter à long terme vers une pêche plus durable. Aujourd'hui, le droit de pêche s'obtient automatiquement, par un simple acte administratif. Nous pensons que cet accès doit être conditionné au contraire à des critères écologiques. Par exemple, plus un pêcheur fait d'efforts pour avoir une pratique durable - changement de zone de pêche, d'engins, réduction de la consommation de carburant, arrêt pendant la période de reproduction, etc. - plus il obtient de droits à pêcher. A l'inverse, celui qui est pris trois fois en infraction en cinq ans devrait voir ses droits de pêche diminuer.

Vous préconisez aussi de réformer l'attribution des subventions...

L'argent public devrait servir à protéger le bien public que sont les stocks de poissons. Aujourd'hui, la pêche française n'existe plus que par la volonté politique des gouvernements successifs : nous ne produisons plus que 15% de ce que nous consommons. La filière fait 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et reçoit 875 millions d'euros de subventions publiques. C'est un secteur qui n'est donc plus viable économiquement. Et l'UE continue d'accorder des subventions pour la modernisation de la flotte autant que pour la limitation de la capacité de celle-ci, ou pour investir dans des pêcheries plus durables : il y a donc toujours des bateaux trop nombreux ou trop puissants pour des stocks de plus en plus maigres.

C'est une réforme radicale...

La PCP a été créée en 1982 et calquée sur les principes de la politique agricole commune. Sauf que du côté des agriculteurs on sème et on récolte, tandis que du côté des pêcheurs on a affaire à des stocks sauvages dans lesquels on pratique la cueillette et dont on ne maîtrise pas la reproduction. La politique commune de la pêche est inadaptée à la capacité des océans à fournir la matière première que constitue le poisson. Elle doit être totalement refondue.

(1) Par la New Economics Foundation (NEF), qui présente ce soir à Paris son rapport 2011.

(2) Ed. Les Petits Matins, 2011, 18 euros.

Le Monde

ENV

La dépendance de la France aux poissons des pays du Sud ne cesse d'augmenter
11 June 2011

Les prises dans les eaux de l'UE n'assurent que vingt-trois semaines de consommation

Amateurs français de thon, de sole ou de dorade, attention : à compter du lundi 13 juin, vous mangerez le poisson des autres. C'est à cette date que la France atteindra son Fish dependance day, un indicateur calculé par la New Economics Foundation (NEF) de Londres et l'alliance d'organisations écologistes Ocean2012 d'après les dernières données disponibles, celles de 2007.

Les prises annuelles des bateaux tricolores dans les eaux de l'Union européenne (UE) n'auront suffi à répondre à la demande française en produits de la mer que pour vingt-trois semaines. Les vingt-neuf semaines suivantes, nous mangerons des poissons importés, ou pêchés par la flotte française dans les eaux d'Afrique, des Caraïbes ou du Pacifique. " L'épuisement de nos ressources est masqué aux consommateurs par les poissons rapportés des autres régions du monde ", regrette Rupert Crilly, de la NEF.

Ce jour intervient de plus en plus tôt dans l'année : la France était autosuffisante en poisson jusqu'au 6 septembre en 1990, jusqu'au 25 juillet en 2000. Les autres grands pays européens de pêche, comme l'Espagne ou le Royaume-Uni, connaissent la même évolution. Pour l'ensemble des Vingt-Sept, c'est le 2 juillet que commencera la dépendance à l'égard du poisson extracommunautaire : six semaines plus tôt qu'en 2000. Autrement dit, les Européens mangent deux fois plus de poisson que leurs eaux ne peuvent en fournir. Un paradoxe, alors que l'UE possède la plus vaste zone maritime exclusive du monde et l'une des principales flottes de pêche.

Comment expliquer cette dégradation ? " Nos capacités de pêche stagnent, les stocks de poisson dans l'océan s'effondrent, mais notre consommation s'accroît de 2 % chaque année ", explique Stéphan Beaucher, d'Ocean2012. La consommation mondiale de poisson a presque doublé entre 1960 et 2007, passant de 9 kg à 17,1 kg par habitant et par an. En France, c'est le double : 34,2 kg (50 % de plus que la moyenne européenne). Parallèlement, la quantité de poissons dans les eaux européennes ne cesse de décliner sous l'effet de la surpêche. 63 % des espèces en Atlantique et en mer du Nord et 82 % des ressources en Méditerranée sont surexploitées, selon les derniers chiffres de la Commission européenne.

L'UE a entrepris de réduire le nombre de bateaux qui sillonnent ses mers. Sans grand succès, de l'aveu même de la commissaire européenne à la pêche, Maria Damanaki. Surtout, " nous avons exporté notre surcapacité de pêche dans les mers du Sud ", estime M. Beaucher, qui dénonce " un pillage des ressources des pays en développement, pour lesquels les poissons sont souvent la principale source de protéines, et donc un enjeu de sécurité alimentaire ".

En vertu des accords Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP), les pays membres de l'UE, au premier rang desquels la France, l'Espagne et le Portugal, s'offrent un accès aux ressources halieutiques des pays du Sud, moyennant le versement d'une redevance âprement négociée - et, selon les ONG, d'un montant souvent " scandaleux ". Ainsi, la Guinée-Bissau, l'un des pays les plus pauvres du monde, dont l'accord de pêche avec l'Europe expire le 15 juin, négocie-t-elle actuellement une hausse de sa compensation financière. Le précédent contrat a rapporté au pays 7,5 millions d'euros pour soixante navires pendant quatre ans.

Bruxelles assure exiger désormais que cette pêche en eaux lointaines respecte le renouvellement de la ressource et les populations locales. Mais pour Rupert Crilly, " l'UE n'a pas les moyens de contrôler que les poissons pêchés par ses bateaux dans les eaux étrangères ou importés garantissent une exploitation durable des stocks ".

Seule solution pour retrouver notre autonomie et ne plus menacer celle des autres, selon les ONG : réduire notre consommation. Et permettre aux ressources européennes de se régénérer par des quotas de pêche respectant strictement les avis scientifiques. C'est un des engagements de la future politique commune de pêche annoncée par Maria Damanaki.

Grégoire Allix

Les réserves de pêche s'épuisent trop vite dans les eaux européennes

10 June 2011

La France ne mangera plus à partir du 14 juin que du poisson venant des eaux étrangères parce qu'elle aura épuisé à cette date ses réserves pêchées dans les eaux de l'Union européenne, selon les ONG défendant une pêche responsable. Cette date intervient de plus en plus tôt, selon une étude intitulée Dépendance croissante de l'UE par rapport aux poissons venus d'ailleurs publiée par **Ocean2012** et la NEF (new economics foundation). En 2000, les ressources halieutiques pêchées dans les eaux de l'UE permettaient d'assouvir les besoins des Français jusqu'à fin juillet. Pour l'ensemble des 27 pays de l'UE, la date d'autosuffisance en produits de la mer se situe actuellement au 2 juillet, selon ce calendrier. « L'an dernier, c'était le 9 juillet. Cela indique une diminution des ressources halieutiques de l'UE de près de 200 000 tonnes sur douze mois », selon l'étude. D'autres pays au secteur de la pêche moins développé que la France commencent bien plus tôt à dépendre des importations.

Pour l'Autriche, enclavée dans ses montagnes, c'est à partir du 15 janvier, l'Allemagne le 27 avril, l'Italie le 30 avril. Il est vrai que les Français consomment deux fois plus de poisson (34,2 kg par personne et par an) que la moyenne mondiale (17,1 kg) selon les chiffres de 2008 de la FAO et d'Eurostat. La moyenne européenne s'élève à 22,1 kg. « En consommant plus de poissons que les eaux de l'UE ne peuvent en produire, nous jouons avec l'avenir des stocks halieutiques et des communautés dépendant de la pêche » ailleurs dans le monde, selon Rupert Crilly un des auteurs de l'étude.

Changer de politique Le problème vient surtout de « la conception surannée de la politique commune de la pêche (PCP) de l'UE », affirme Stéphan Beaucher, conseiller en politique de pêche pour **Ocean2012** et coauteur de l'étude. « Elle a été calquée sur la PAC (politique agricole commune) avec des principes productivistes mais la pêche, elle, s'exerce sur un stock sauvage où l'on ne maîtrise rien, ni les dynamiques de populations, ni la reproduction. » Selon ses calculs, environ 72 % de la pêche européenne s'opère sur des stocks qui sont « soit en limite maximale d'exploitation, soit en cours d'effondrement, soit déjà effondrés ». L'aquaculture pourrait-elle contribuer à une pêche plus responsable ? « Le problème, c'est que le poisson mange du poisson », fait-il remarquer précisant qu'il faut 2,5 kg de poissons sauvages pour faire un kilo de chair de poisson d'élevage.



Le Figaro



15 Juin

PECHE - Les prises des bateaux de pêche français et les élevages nationaux ne permettent plus de fournir le pays en poisson à compter de ce mardi...

Les Français mangent-ils trop de poisson? Ils en consomment en tout cas plus que les bateaux et les élevages français ne peuvent en fournir. La [Nef \(New economics foundation\)](#) et [OCEAN2012](#), une alliance d'organisations ayant pour objectif la transformation de la politique européenne de la pêche, publient un rapport illustrant la dépendance de plusieurs pays européens aux poissons importés. Pour la France, les calculs du rapport ont fixé au 13 juin, date à partir de laquelle les Français ne consomment plus que du poisson venant d'autres eaux.

La surpêche encouragée dans le reste du monde

Le rapport intitulé «La dépendance croissante de l'Union européenne au poisson importé» (<http://www.neweconomics.org/publications/fish-dependence>) met en évidence la surpêche dans l'Union européenne: les stocks de poissons n'ont pas le temps de se renouveler et les pays européens se trouvent vite obligés de consommer du poisson venu d'autres pays. Si la France ne consommait que son poisson, elle mangerait le dernier filet le 13 juin, soit six semaines plus tôt qu'en 2000.

«Cette situation est essentiellement due à une chute des captures dans des stocks de poissons appauvris», explique le rapport. Les élevages ne permettent pas de compenser cette baisse de population: ils n'ont fait que reculer la date fatidique de cinq semaines, explique OCEAN2012. «L'Union européenne dispose des zones de pêche les plus vastes et parmi les plus riches au monde, mais nous ne sommes pas parvenus à les gérer de manière responsable. Afin de satisfaire notre appétit toujours plus insatiable pour les produits de la mer, la surpêche est désormais encouragée dans d'autres parties du monde», indique Stéphan Beaucher, conseiller pour OCEAN2012.

Chaque Français consomme plus de 34 kg de poisson par an

Malgré ses 34,2 kg de poisson par an et par personne, soit deux fois la moyenne mondiale, la France n'est pas le pays le plus dépendant des importations de produits de la mer en Europe: pour l'Espagne, la date fatidique est le 8 mai, le 26 avril pour le Portugal, le 27 avril pour l'Allemagne et le 30 avril pour l'Italie. La moyenne de l'Union européenne est fixée au 2 juillet.

OCEAN2012 préconise une réforme de la politique de pêche européenne permettant une meilleure gestion des stocks: «Si l'on veut des poissons et fruits de mer issus d'une production durable, nous devons nous assurer que les décideurs politiques adoptent et mettent en œuvre une politique de pêche responsable. La réforme de la politique commune de la pêche de l'UE doit garantir la viabilité de la pêche européenne au lieu d'importer des quantités toujours plus importantes de poissons en exportant la surpêche», explique Stéphan Beaucher.

Dès mardi, les Français mangeront du poisson étranger

La France ne mangera plus à partir du 14 juin que du poisson venant des eaux étrangères parce qu'elle aura épuisé à cette date ses réserves pêchées dans les eaux de l'Union européenne, selon les ONG défendant une pêche responsable.

Cette date intervient de plus en plus tôt, selon une étude intitulée « Dépendance croissante de l'UE par rapport aux poissons venus d'ailleurs » publiée par Ocean2012 et la nef (new economics foundation).

En 2000, les ressources halieutiques pêchées dans les eaux de l'UE permettaient d'assouvir les besoins des Français jusqu'à fin juillet.

Pour l'ensemble des 27 pays de l'UE, la date d'autosuffisance en produits de la mer se situe actuellement au 2 juillet, selon ce calendrier. « L'an dernier c'était le 9 juillet, cela indique une diminution des ressources halieutiques de l'UE de près de 200 000 tonnes sur douze mois », selon l'étude.

D'autres pays au secteur de la pêche moins développé que la France commencent bien plus tôt à dépendre des importations. Pour l'Autriche enclavée dans ses montagnes, c'est à partir du 15 janvier, l'Allemagne le 27 avril, l'Italie le 30 avril.

Il est vrai que les Français consomment deux fois plus de poissons (34,2 kilos par personne et par an) que la moyenne mondiale (17,1 kilos) selon les chiffres de 2008 de la FAO et d'Eurostat, les plus récents validés officiellement et utilisés pour l'étude des ONG. La moyenne européenne s'élève à 22,1 kilos.

« En consommant plus de poissons que les eaux de l'UE ne peuvent en produire, nous jouons avec l'avenir des stocks halieutiques et des communautés dépendant de la pêche » ailleurs dans le monde, selon Rupert Crilly un des auteurs de l'étude.



Seulement du poisson étranger sur les étals demain

13 June 2011

La Charente Libre

La France ne mangera plus à partir de demain que du poisson venant des eaux étrangères parce qu'elle aura épuisé à cette date ses réserves pêchées dans les eaux de l'Union européenne, selon les ONG défendant une pêche responsable.

Cette date intervient de plus en plus tôt, selon une étude intitulée « Dépendance croissante de l'UE par rapport aux poissons venus d'ailleurs » publiée par **Ocean2012** et la nef (new economics foundation). En 2000, les ressources halieutiques pêchées dans les eaux de l'UE permettaient d'assouvir les besoins des Français jusqu'à fin juillet. Pour l'ensemble des 27 pays de l'UE, la date d'autosuffisance en produits de la mer se situe actuellement au 2 juillet, selon ce calendrier. « L'an dernier c'était le 9 juillet, cela indique une diminution des ressources halieutiques de l'UE de près de 200.000 tonnes sur douze mois », selon l'étude.

D'autres pays au secteur de la pêche moins développé que la France commencent bien plus tôt à dépendre des importations. Pour l'Autriche enclavée dans ses montagnes, c'est à partir du 15 janvier, l'Allemagne le 27 avril, l'Italie le 30 avril.

Il est vrai que les Français consomment deux fois plus de poissons (34,2 kilos par personne et par an) que la moyenne mondiale (17,1 kilos) selon les chiffres de 2008 de la FAO et d'Eurostat, les plus récents validés officiellement et utilisés pour l'étude des ONG. La moyenne européenne s'élève à 22,1 kilos.

24 juin

16 entreprises

marché La France a dépassé son « Fish dependance day »

Les poissonniers doivent actuellement rassurer leurs clients sur l'origine de leurs produits : les médias grand public ont relayé, ces derniers jours, une communication de l'association Océan2012 sur le « Fish dependance day ». C'est la date théorique entre autosuffisance puis dépendance vis-à-vis des importations, calculée par la New Economics Fondation (Nef). En France, c'est le 13 juin – en théorie ! – que les Français au-

raient été à cours de produits de la mer s'ils n'avaient mangé que ceux qu'ils produisent.

Cet indicateur est calculé en prenant en compte la pêche par les bateaux français dans les eaux européennes, l'aquaculture, les importations et les exportations, avec des données de 2007, les dernières consolidées. L'an dernier (sur les données 2006), c'était le 20 juin. Par rapport à l'an 2000, cette date symbolique s'est avancée de six

semaines, révélant une dépendance croissante de la France. Elle bascule plus tôt que le reste de l'Europe, au 2 juillet à l'instar d'autres pays pour tous aussi pêcheurs.

Cette dépendance accrue de l'Europe – un poisson consommé sur deux est pêché hors UE – est liée à une baisse des captures (de 2 % par an depuis 1993 soit une diminution globale d'environ 25 %) et une hausse de la consommation. Un Européen consomme 22,1 kg/an de produits de mer, contre une moyenne mondiale de 17,1 kg/an/personne. Les Français se situent parmi les plus gros consommateurs avec 34,2 kg.

Solène LE ROU

Rapport de la Nef sur www.neweconomics.org/projects/fisheries

► **Les poissonniers se défendent.** La forte communication sur cette date a mis l'accent sur la surpêche et a parfois laissé entendre qu'on ne trouve réellement aujourd'hui que du poisson étranger. L'Union nationale de la poissonnerie française (UNPF) dénonce une communication « racoleuse » troublant les consommateurs. « Ces informations ne reflètent en rien la réalité du commerce traditionnel du poisson et nuisent considérablement à l'image de la poissonnerie française. » L'UNPF justifie la forte consommation de poissons en France par son ancrage maritime. L'organisation rappelle la diversité de la pêche française, la rationalisation des filières, la réduction des flottilles et atteste d'une sélection rigoureuse des produits et origines dans le commerce traditionnel.

Calendrier 2011 des jours de dépendance à l'égard du poisson

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31		
JAN																																	
FÉV																																	
MAR																																	
AVR																																	
MAI																																	
JUN																																	
JUIL																																	
AOÛT																																	
SEP																																	
OCT																																	
NOV																																	
DÉC																																	

Jour symbolique de la dépendance à l'égard du poisson dans les différents pays européens

Radio / TV



http://www.wat.tv/video/que-poisson-etranger-sur-etals-3styp_2exyh_.html



http://www.vosflux.tv/id/tv5_renegociation_de_la_pcp_la_surpeche_en_question_av_ec_s_beaucher_ocean_2012_3812164





Les Français mangent-ils trop de poissons ?

Par **Europe1.fr** avec **Brigitte Béjean** et agencesPublié le 13 juin 2011 à 12h36

Les réserves se vident de plus en plus tôt obligeant la France à se fournir à l'étranger. © MAXPPP

"La part de poissons étrangers que nous mangeons augmente chaque année", s'inquiètent des ONG.

Les Français aiment-ils trop le poisson ? Avec 34,2 kilos par personne et par an, alors que la moyenne mondiale est de 17,1 kilos, les Français sont en tête des consommateurs de poissons. Ce qui les place pile dans les préconisations des nutritionnistes. Mais des ONG défendant une pêche responsable s'en inquiètent, estimant que les "ressources halieutiques" de l'Union européenne en pâtissent.

[Ocean2012](#) et la [New economics foundation](#), ou Nef, mettent en avant une date symbolique pour marquer les esprits : depuis le 14 juin, la France ne mange plus que du poisson venant des eaux étrangères parce qu'elle a épuisé à cette date ses réserves pêchées dans les eaux de l'Union européenne. A titre de comparaison, en 2000, les ressources halieutiques pêchées dans les eaux de l'Union européenne permettaient d'assouvir les besoins des Français jusqu'à fin juillet.

"Nous jouons avec l'avenir des stocks halieutiques"

"L'épuisement du quota de la France ne signifie pas que les pêcheurs français arrêtent de pêcher à partir d'aujourd'hui", tient à préciser Océan2012 auprès d'Europe1.fr, "mais simplement que ce qu'ils pêchent à partir du 14 juin est symboliquement épuisé", ajoute-t-on, soulignant que "la part de poissons étrangers que nous mangeons augmente donc chaque année". Selon ses calculs, environ 72% de la pêche européenne s'opère sur des stocks qui sont "soit en limite maximale d'exploitation, soit en cours d'effondrement, soit déjà effondrés".

"En consommant plus de poissons que les eaux de l'UE ne peuvent en produire, nous jouons avec l'avenir des stocks halieutiques et des communautés dépendant de la pêche" ailleurs dans le monde, regrette Rupert Crilly, un des auteurs de l'étude. Le problème vient surtout de "la conception surannée de la politique commune de la pêche de l'UE", affirme Stéphane Beaucher, conseiller en politique de pêche pour [Ocean2012](#) et co-auteur de l'étude.

Aussi Ocean2012 réclame, dans le cadre de la réforme de la politique commune de la pêche l'an prochain, une révision des droits d'accès aux ressources, pour sanctionner les pratiques illégales, et de l'accès aux subventions publiques en introduisant une notion d'éco-conditionnalité. L'ONG propose donc de regarder les aspects de dégagements de CO2 et d'établir, avec l'ensemble, une grille d'évaluation qui attribuerait en plus des bonus/malus", aux différents pays de l'Union européenne.

Les poissons importés, une concurrence féroce

Reste que tous les quotas, sur les différentes espèces, ne sont pas encore épuisés. A cette période de l'année, 50% de capacités de pêche sont encore disponibles pour la langoustine de Gascogne par exemple, précise une source au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, contactée par Europe 1. Si la France importe en quantité des poissons, c'est aussi parce qu'elle trouve à l'étranger une source d'approvisionnement à moindre coût, surfant sur des normes sociales et environnementales moins strictes. Une donnée à intégrer pour les consommateurs au moment de choisir leur repas chez le poissonnier.

A2PRL Agence de Presse Audio



Presse web

La France a déjà épuisé son stock de poissons !

09/2010

Selon une récente étude de la nef (new economics foundation) et OCEAN2012 (alliance d'organisations dédiée à la transformation de la Politique Européenne de la Pêche), les européens engloutissent tellement de poissons que la production des mers d'Europe n'est plus en mesure de suivre. En effet, nous avons fait disparaître la totalité des réserves en 189 jours au lieu des 365 prévus !

Le poisson : une ressource en danger

Depuis le 9 juillet dernier, faute de réserves, le poisson que nous prenons plaisir à déguster est importé pendant que plusieurs espèces de poissons surpêchées sont exportées...

Le rapport souligne notamment que depuis 2000, le " jour de dépendance " envers le poisson se produit de plus en plus tôt dans l'année : près d'un mois plus tôt en 10 ans. Il dénonce également le fait que les conséquences de la surpêche de l'UE sont dissimulés par l'accroissement des quantités de poisson importées.

De plus, le rapport indique que si les consommateurs veulent du poisson et des fruits de mer issus d'une production durable, ils doivent être certains que les décideurs politiques établissent une politique de pêche responsable.

Par ailleurs, de notre côté, le poisson n'étant pas l'unique aliment source d'Oméga 3 et sachant que nos choix d'achats peuvent être déterminants pour la planète, apprenons à réduire notre consommation, ou tout au moins privilégier les filières courtes en achetant local. Il y a urgence !

Journal de l'environnement

L'Europe dépend trop des poissons des autres

Le 10 juin 2011 par Célia Fontaine

La consommation de poisson en Europe progresse tous les ans de 2%.

Les citoyens européens consomment beaucoup plus de poissons que les mers d'Europe peuvent fournir. Chaque année, la date à laquelle nous commençons à manger le poisson des autres avance, prévient la New economic foundation (NefNEF) et Océan 2012 dans leur rapport rendu public le 9 juin.

La tendance observée l'année dernière se confirme (dans le JDLE), voire s'aggrave. Si l'Union européenne devait consommer des ressources halieutiques provenant uniquement de ses propres eaux, elle manquerait de poisson dès le 2 juillet. L'année dernière, c'était le 9 juillet. « Cela montre une baisse de 200.000 tonnes de produits de la mer sur 12 mois », indique la NEF dans le rapport 2011 sur la « Journée de la dépendance aux poissons », ou « Fish dependance day (FDD) » en anglais.

La France commencera pour sa part à dépendre des importations à partir du 13 juin (contre le 20 juin l'année dernière). C'est 6 semaines plus tôt qu'en 2000. Seulement trois pays (l'Estonie, l'Irlande, et les Pays-Bas) sont auto-suffisants. Le cas du Danemark est particulier. Il y a 5 ans, ce pays était encore autosuffisant toute l'année et exportait beaucoup. Mais sa politique de pêche minotière (industrielle) se concentrant sur 2 ou 3 espèces pour la production de farines animales a rendu le pays dépendant des importations sur 4 mois de l'année.

Les niveaux d'autosuffisance des Etats européens sont calculés sous forme de rapport entre l'offre nationale (production) et la demande nationale (consommation). « L'offre nationale comprend le total des débarquements déclarés par Etat membre pour les eaux communautaires, la production aquacole et la balance commerciale (les importations soustraites aux exportations). La demande nationale quant à elle comprend le total des débarquements déclarés dans toutes les régions, auquel on ajoute les importations et on soustrait les exportations », explique Rupert Crilly, de la NEF, co-auteur du rapport. Le jour de la dépendance à l'égard du poisson est ensuite calculé en multipliant le niveau d'autosuffisance par 365, puis en trouvant la date correspondante dans l'année calendaire.

De manière générale, les poissons pêchés aujourd'hui en Europe sont plus petits et moins nombreux, leur capture demande un effort plus important, et par conséquent, d'autres espèces, plus vulnérables, sont ciblées à leur tour. Surpêche, quotas inappropriés, méthodes peu sélectives, subventions distribuées trop facilement pour la construction de bateaux, nombreuses sont les raisons qui ont amené cette situation (dans le JDLE). Le cas de la Méditerranée n'échappe pas à la tendance (dans le JDLE).

Il faut dire que la consommation de poisson en Europe progresse tous les ans de 2%. Les français consomment 37,3 kilogrammes (kg) de poisson par an, et l'Espagne 42 kg, alors que la consommation mondiale moyenne s'élève à 17 kg par an et par personne (dans le JDLE). « La population vieillit, et demande de plus en plus de protéines non grasses. Dans l'imaginaire, le poisson est un produit pur, car sauvage. Mais plus on monte dans la chaîne alimentaire, plus on mange du concentré de poison», rappelle Stéphan Beaucher, conseiller sur la Politique commune de la pêche (PCP) pour Océan 2012 et auteur de « Plus un poisson dans 30 ans?» (dans le JDLE).

Contrairement à ce que l'on peut imaginer, l'aquaculture a seulement ralenti, et non pas enrayé, l'augmentation de la dépendance de la France et d'autres pays européens à l'égard du poisson provenant d'ailleurs. Il n'y a qu'à constater les désastres causés par les fermes de saumons sur les côtes des îles Chiloe au Chili pour comprendre que l'élevage n'est d'ailleurs pas une solution (usage intensif d'antibiotiques, développement d'algues qui détruisent toute forme de vie sous les cages, etc.)

Le constat est clair. Pour répondre à une telle demande, il faut une pêche beaucoup plus durable, qui respecte les limites biologiques du poisson. La coalition **Océan 2012** (123 membres), créée peu après la publication du Livre vert de la Commission européenne d'avril 2009 sur la réforme de la PCP, critique la vision économique à court terme menée depuis 25 ans par l'UE.

« La PCP visait l'autonomie en ce qui concerne la consommation de poisson des Européens. La Fish dependence day montre l'échec de cette stratégie», commente Stéphan Beaucher.

La réforme, attendue pour le 1er janvier 2013, devrait établir la « durabilité écologique» comme principe fondamental. Le Conseil et le Parlement devraient, selon Océan 2012, définir les critères écologiques et sociaux à prendre en compte dans le cadre de l'attribution d'accès aux ressources de la pêche. Les organes scientifiques, de leur côté, sont à même de déterminer les ressources disponibles de poisson et par conséquent les quantités que l'on peut pêcher. Il est donc préconisé de mieux écouter leurs recommandations.

Pêche: à partir du 14 juin la France mangera du poisson étranger

PARIS - La France ne mangera plus à partir du 14 juin que du poisson venant des eaux étrangères parce qu'elle aura épuisé à cette date ses réserves pêchées dans les eaux de l'Union européenne, selon les ONG défendant une pêche responsable.

Cette date intervient de plus en plus tôt, selon une étude intitulée Dépendance croissante de l'UE par rapport aux poissons venus d'ailleurs publiée par Ocean2012 et la nef (new economics foundation).

En 2000, les ressources halieutiques pêchées dans les eaux de l'UE permettaient d'assouvir les besoins des Français jusqu'à fin juillet.

Pour l'ensemble des 27 pays de l'UE, la date d'autosuffisance en produits de la mer se situe actuellement au 2 juillet, selon ce calendrier. L'an dernier c'était le 9 juillet, cela indique une diminution des ressources halieutiques de l'UE de près de 200.000 tonnes sur douze mois, selon l'étude.

D'autres pays au secteur de la pêche moins développé que la France commencent bien plus tôt à dépendre des importations. Pour l'Autriche enclavée dans ses montagnes, c'est à partir du 15 janvier, l'Allemagne le 27 avril, l'Italie le 30 avril.

Il est vrai que les Français consomment deux fois plus de poissons (34,2 kilos par personne et par an) que la moyenne mondiale (17,1 kilos) selon les chiffres de 2008 de la FAO et d'Eurostat, les plus récents validés officiellement et utilisés pour l'étude des ONG. La moyenne européenne s'élève à 22,1 kilos.

En consommant plus de poissons que les eaux de l'UE ne peuvent en produire, nous jouons avec l'avenir des stocks halieutiques et des communautés dépendant de la pêche ailleurs dans le monde, selon Rupert Crilly un des auteurs de l'étude.

Le problème vient surtout de la conception surannée de la politique commune de la pêche (PCP) de l'UE, affirme à l'AFP Stéphan Beaucher, conseiller en politique de pêche pour Ocean2012 et co-auteur de l'étude. Elle a été calquée sur la PAC (politique agricole commune) avec des principes productivistes mais la pêche, elle, s'exerce sur un stock sauvage où l'on ne maîtrise rien, ni les dynamiques de populations, ni la reproduction.

Selon ses calculs, environ 72% de la pêche européenne s'opère sur des stocks qui sont soit en limite maximale d'exploitation, soit en cours d'effondrement, soit déjà effondré.

Aussi Ocean2012 réclame, dans le cadre de la réforme de la PCP l'an prochain, une révision des droits d'accès aux ressources, pour sanctionner les pratiques illégales, et de l'accès aux subventions publiques en introduisant une notion d'éco-conditionnalité.

Une senne (filet) de surface et un chalutier de grands fonds n'auront pas le même impact sur l'habitat des espèces, selon Stéphan Beaucher favorable également à des critères sociaux en mettant le nombre d'emplois sur les bateaux en rapport avec le nombre de tonnes de poissons débarquées.

Et pourquoi pas regarder les aspects de dégagements de CO2 et établir avec l'ensemble une grille d'évaluation qui attribuerait en plus des bonus/malus, a-t-il souligné.

La pêche française c'est 15% du marché des produits de la mer et un chiffre d'affaires de 1,1 milliard d'euros, soit autant que celui de la tomate, et qui touche 875 millions d'euros de subventions par an, a rappelé le conseiller.

L'aquaculture pourrait-elle contribuer à une pêche plus responsable ? Le problème c'est que le poisson mange du poisson, fait-il remarquer précisant qu'il faut 2,5 kilos de poissons sauvages pour faire un kilo de chair de poisson d'élevage.

(©AFP / 09 juin 2011 15h50)



A partir d'aujourd'hui, la France mange le poisson des autres

Le 14/06/2011 à 20h30 - [Mer](#) - 142 vues



□ Effectivement, les prises des bateaux de pêche français et les élevages nationaux ne permettent plus de fournir le pays en poisson à compter de ce mardi...

Les français consomment trop de poissons.

La Nef (New economics foundation) et OCEAN2012, une alliance d'organisations ayant pour objectif la transformation de la politique européenne de la pêche, publie un rapport illustrant la dépendance de plusieurs pays européens aux poissons importés.

Le rapport met en évidence la surpêche dans l'Union européenne: les stocks de poissons n'ont pas le temps de se renouveler et les pays européens se trouvent vite obligés de consommer du poisson venu d'autres pays. Si la France ne consommait que son poisson, elle mangerait le dernier filet le 13 juin, soit six semaines plus tôt qu'en 2000.

«L'Union européenne dispose des zones de pêche les plus vastes et parmi les plus riches au monde, mais nous ne sommes pas parvenus à les gérer de manière responsable. Afin de satisfaire notre appétit toujours plus insatiable pour les produits de la mer, la surpêche est désormais encouragée dans d'autres parties du monde», indique Stéphane Beaucher, conseiller pour OCEAN2012. Chaque Français consomme plus de 34 kg de poisson par an

Pêche: à partir du 14 juin la France mangera du poisson étranger



Par Gabrielle GRENZ

PARIS, 9 juin 2011 (AFP) - La France ne mangera plus à partir du 14 juin que du poisson venant des eaux étrangères parce qu'elle aura épuisé à cette date ses réserves pêchées dans les eaux de l'Union européenne, selon les ONG défendant une pêche responsable.

Cette date intervient de plus en plus tôt, selon une étude intitulée "Dépendance croissante de l'UE par rapport aux poissons venus d'ailleurs" publiée par Ocean2012 et la nef (new economics foundation).

En 2000, les ressources halieutiques pêchées dans les eaux de l'UE permettaient d'assouvir les besoins des Français jusqu'à fin juillet.

Pour l'ensemble des 27 pays de l'UE, la date d'autosuffisance en produits de la mer se situe actuellement au 2 juillet, selon ce calendrier. "L'an dernier c'était le 9 juillet, cela indique une diminution des ressources halieutiques de l'UE de près de 200.000 tonnes sur douze mois", selon l'étude.

D'autres pays au secteur de la pêche moins développé que la France commencent bien plus tôt à dépendre des importations. Pour l'Autriche enclavée dans ses montagnes, c'est à partir du 15 janvier, l'Allemagne le 27 avril, l'Italie le 30 avril.

Il est vrai que les Français consomment deux fois plus de poissons (34,2 kilos par personne et par an) que la moyenne mondiale (17,1 kilos) selon les chiffres de 2008 de la FAO et d'Eurostat, les plus récents validés officiellement et utilisés pour l'étude des ONG. La moyenne européenne s'élève à 22,1 kilos.

"En consommant plus de poissons que les eaux de l'UE ne peuvent en produire, nous jouons avec l'avenir des stocks halieutiques et des communautés dépendant de la pêche" ailleurs dans le monde, selon Rupert Crilly un des auteurs de l'étude.

Le problème vient surtout de "la conception surannée de la politique commune de la pêche (PCP) de l'UE", affirme à l'AFP Stéphan Beaucher, conseiller en politique de pêche pour Ocean2012 et co-auteur de l'étude. "Elle a été calqué sur la PAC (politique agricole commune) avec des principes productivistes mais la pêche, elle, s'exerce sur un stock sauvage où l'on ne maîtrise rien, ni les dynamiques de populations, ni la reproduction."

Selon ses calculs, environ 72% de la pêche européenne s'opère sur des stocks qui sont "soit en limite maximale d'exploitation, soit en cours d'effondrement, soit déjà effondré".

Aussi Ocean2012 réclame, dans le cadre de la réforme de la PCP l'an prochain, une révision des droits d'accès aux ressources, pour sanctionner les pratiques illégales, et de l'accès aux subventions publiques en introduisant une notion d'éco-conditionnalité.

"Une senne (filet) de surface et un chalutier de grands fonds n'auront pas le même impact sur l'habitat des espèces", selon Stéphan Beaucher favorable également à des critères sociaux en mettant le nombre d'emplois sur les bateaux en rapport avec le nombre de tonnes de poissons débarquées.

"Et pourquoi pas regarder les aspects de dégagements de CO2 et établir avec l'ensemble une grille d'évaluation qui attribuerait en plus des bonus/malus", a-t-il souligné.

"La pêche française c'est 15% du marché des produits de la mer et un chiffre d'affaires de 1,1 milliard d'euros, soit autant que celui de la tomate, et qui touche 875 millions d'euros de subventions par an", a rappelé le conseiller.

L'aquaculture pourrait-elle contribuer à une pêche plus responsable ? "Le problème c'est que le poisson mange du poisson", fait-il remarquer précisant qu'il faut 2,5 kilos de poissons sauvages pour faire un kilo de chair de poisson d'élevage.

gg/fa/bw

Rédigé par AFP le Jeudi 9 Juin 2011 à 06:49

Nous avons pilonné nos stocks de poissons »
vendredi, 10 juin 2011 / Julia Pascual /

Journaliste indépendante. Collabore à *Terra eco* depuis novembre 2010.

Écrit également pour le magazine féminin *Causette* et au service
Economie du quotidien *Libération*.

Chaque année, les pays épuisent de plus en plus tôt leurs ressources halieutiques. Une réalité dénoncée par **Ocean2012** qui fait la lumière sur cette date charnière : le Fish dependence day.

Pour la deuxième année consécutive, Ocean2012, une coalition de 120 ONG européennes qui lutte contre la surpêche, dévoile le Fish dependence day. Soit la date à partir de laquelle les stocks d'un pays européen ne suffisent plus à satisfaire sa consommation nationale.

Terra eco : Le Fish dependence day, qu'est-ce que c'est exactement ?

Stéphane Beaucher : Le Fish dependence day (FFD) est une représentation virtuelle de l'autosuffisance en produits de la mer d'un État sur une année, c'est à dire de sa capacité à nourrir sa population avec ses propres ressources. Le FFD de la France a été atteint le 13 juin en 2007 (année des dernières données disponibles, ndlr), soit une semaine plus tôt qu'en 2006.

L'Union européenne a, elle, perdu un mois d'autonomie entre 2000 et 2007.

Lorsqu'un État européen ne trouve plus chez lui ce qu'il consomme, il va le chercher ailleurs.

Dans les eaux du Chili, du Pérou, de la Chine, de la Norvège... Au Sénégal, au Gabon, aux Seychelles... Ce faisant, il déséquilibre les écosystèmes de ces pays, appauvrit les pêcheurs locaux et les marchés vivriers.

Est-ce que ça veut dire qu'on mange trop de poissons ?

La consommation européenne augmente en moyenne de 2% par an. Un des facteurs explicatifs importants tient au vieillissement de la population car les personnes âgées sont très consommatrices de protéines non grasses. Et puis il y a un discours, véhiculé notamment par la presse féminine, qui met en avant les bienfaits des oméga-3. A chaque fois, c'est le poisson qui trinque, alors qu'il y a des oméga-3 dans la mâche, dans les noix... Le poisson est plus globalement perçu comme un produit sain alors que la viande a essuyé plusieurs crises sanitaires ces dernières années. En 2007, un Français consommait 35,3 kilos de poisson par an (le quatrième plus gros consommateur en Europe, ndlr). Le poisson est devenu la deuxième source de protéines, loin derrière le porc mais loin devant la viande rouge, les œufs ou les produits laitiers. Le problème, c'est que c'est une ressource sauvage dont on ne maîtrise pas la reproduction.

Quelles sont les espèces menacées par la surpêche ?

Au regard de l'état des stocks, notre consommation de morue, sous toutes ses formes, du cabillaud au haddock, est excessive. Sur des produits des grands fonds comme le grenadier, l'empereur, le sabre noir ou la lingue bleue, la consommation est beaucoup moins importante mais, au regard des stocks, infimes, elle fragilise les espèces. Nous avons pilonné nos stocks de poissons. 72% des stocks sont en limite maximale d'exploitation, dont 20% carrément en cours d'effondrement ou effondrés. C'est la sole en mer du Nord, la morue, l'anchois et la sardine en Méditerranée... Ce sont des espèces sur lesquelles on pêche trop d'adultes pour permettre une reproduction ou sur lesquelles on pêche des poissons juvéniles sans même attendre qu'ils atteignent l'âge adulte.

Lorsqu'un stock est effondré, l'espèce est représentée par un nombre d'individus trop infime pour qu'elle puisse défendre sa place dans la chaîne alimentaire. Elle n'y occupe plus qu'une place marginale et disparaît complètement pour la pêche. Quand on surexploite le bas de la chaîne

alimentaire, à travers des espèces comme l'anchois ou la sardine, cela provoque une pénurie alimentaire pour ceux d'au-dessus - le merlu, le bar - qui sont menacés à leur tour alors qu'ils incarnent l'alimentation de plus gros poissons comme le thon. La disparition des

prédateurs majeurs est aussi la conséquence de la disparition de leur ressource alimentaire.

Il existe pourtant des quotas de pêche européens. Sont-ils inopérants ?

Déjà, il y a de nombreux dépassements et un manque de contrôle. Et puis le quota n'est pas adapté. C'est un tonnage décidé pour un an, sur une zone et une espèce. Il n'y a pas de vision à long terme et aucune approche écosystémique. Nous considérons aussi qu'il faut prendre en compte des critères environnementaux, économiques et sociaux. Les pêcheries ont par exemple un impact plus important sur la ressource si elles capturent des poissons juvéniles ou si, comme le chalut de fond, elles détruisent l'habitat des espèces et empêchent leur reproduction. A l'heure actuelle, il faudrait faire une pause sur des espèces. On sait que les stocks ont une capacité biologique de recouvrement. Ils peuvent augmenter de 15% sur certaines espèces, après une pause de cinq ans.

Y a-t-il une opportunité de changer le cours des choses ?

A partir de cet été et jusqu'à l'automne 2012, il va y avoir une renégociation de la Politique commune de pêche (PCP). La réforme entrera en vigueur en janvier 2013. Il va donc y avoir des affrontements à Bruxelles. Certains États ont des positions assez vertueuses, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède. La France a au contraire une position timide. Et puis la réforme de la PCP tombe en pleine campagne présidentielle. Le gouvernement fera tout pour ne pas qu'il y ait de houle. La pêche ne représente qu'1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, soit l'équivalent de la culture de la tomate. Mais les pêcheurs ont une forte capacité de mobilisation au niveau local, et ils font pression sur les députés.

Le rapport Fish dependence 2011 sur le site de la Nef, un think-tank britannique qui fait partie

d'Ocean 2012, <http://www.neweconomics.org/publica...>

Plus un poisson d'ici 30 ans ?, Stéphan Beaucher, Ed. Les Petits Matins, 2011, 18 euros.



Agence Environnement et Développement Durable

Site payant (5 000 Euros/year)